

20 mai 2019

(19-3477)

Page: 1/21

Comité des règles d'origine

Original: anglais

**NOTIFICATION DES RÈGLES D'ORIGINE PRÉFÉRENTIELLES
POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS**

TADJIKISTAN

La communication ci-après, datée du 16 mai 2019, est distribuée à la demande de la délégation du Tadjikistan.

Le paragraphe 4.3 de la Décision ministérielle de 2015 sur les règles d'origine préférentielles pour les pays les moins avancés (WT/L/917/Add.1) dispose que les Membres accordant des préférences doivent notifier leurs règles d'origine préférentielles conformément aux procédures établies.¹ En outre, comme le prescrit la Décision ministérielle, le Comité des règles d'origine est convenu, à sa réunion du 2 mars 2017, d'un modèle pour ces notifications (G/RO/84).

Suivant ces prescriptions, le Tadjikistan a présenté la notification ci-après.

A. RENSEIGNEMENTS DE BASE

1)	Membre notifiant	Tadjikistan
2)	Date d'entrée en vigueur des règles d'origine et de toute modification de fond concernant ces règles	8 août 2018
3)	Date d'expiration des règles d'origine, le cas échéant	Pas de date d'expiration
4)	Titre du schéma de préférences auquel s'applique la législation sur les règles d'origine	Droits d'importation appliqués par la République du Tadjikistan
5)	Autorité(s) octroyant le traitement préférentiel	Umed Nazarov, Directeur du Département u.nazarov83@mail.ru Administration des douanes de la République du Tadjikistan http://www.gumruk.tj/
6)	Autorités nationales chargées de l'administration des règles d'origine	Administration des douanes de la République du Tadjikistan

¹ Les prescriptions en matière de notification pertinentes figurent au paragraphe 2 d) de l'annexe 1 du Mécanisme pour la transparence des arrangements commerciaux préférentiels (WT/L/806) et au paragraphe 4 de l'Annexe II de l'Accord sur les règles d'origine.

B. RENSEIGNEMENTS SUR LES RÈGLES D'ORIGINE**I. BÉNÉFICIAIRES**

1) Liste des bénéficiaires	Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Timor, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen et Zambie.
2) Admissibilité	Pays les moins avancés. Les marchandises en provenance de ces pays sont soumises à un taux correspondant à 50% des droits de douane établis au moment de leur importation sur le territoire douanier de la République du Tadjikistan.

II. CRITÈRES POUR DÉTERMINER LA TRANSFORMATION SUBSTANTIELLE

1) Critères généraux, s'ils s'appliquent à tous les produits	
a) Définition des produits entièrement obtenus	<p>Article 30 du chapitre 6 du Code des douanes:</p> <p>Article 30</p> <p>Marchandises entièrement produites dans un pays donné</p> <p>Sont considérés comme entièrement produits dans un pays donné:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) les produits minéraux extraits de son sous-sol, de ses eaux territoriales (mer) ou de son plateau continental; 2) les produits végétaux qui y sont récoltés ou cueillis; 3) les animaux qui y sont nés et élevés; 4) les produits provenant d'animaux qui y font l'objet d'un élevage; 5) les produits provenant de la chasse ou de la pêche qui y sont pratiquées; 6) les produits de la pêche maritime et autres produits tirés de la mer par ses navires; 7) les produits obtenus à bord de ses navires-usines, exclusivement à partir des produits visés à l'alinéa 6 du présent article; 8) les produits extraits du sol ou du sous-sol marin situé hors de ses eaux territoriales (mer), pour autant qu'il ait des droits d'exploitation exclusifs sur ce sol ou sous-sol; 9) les déchets et la ferraille (matières premières secondaires) provenant d'opérations manufacturières ou d'autres opérations de transformation qui y sont effectuées, et les articles usagés qui y sont collectés à seule fin d'être transformés en matières premières; 10) les produits de haute technologie obtenus dans l'espace, à bord d'un vaisseau spatial, si celui-ci a été enregistré dans le pays; 11) les marchandises qui y sont produites exclusivement à partir de produits visés aux alinéas 1) à 10) du présent article; et 12) l'électricité produite sur son territoire.
b) Décrire les critères pour les produits non entièrement obtenus	<p>Le changement de position tarifaire (CP) est le principal critère utilisé pour déterminer si la transformation des marchandises est suffisante conformément à l'article 31 du chapitre 6 du Code des douanes.</p> <p>Article 31</p> <p>Critères de la transformation suffisante des marchandises</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Une marchandise produite par deux ou plusieurs pays est originaire du pays où ont eu lieu les opérations finales de transformation ou de production satisfaisant aux critères de la transformation suffisante, conformément aux dispositions du présent article.

		<p>2. Si, conformément au paragraphe 4 du présent article, aucune prescription particulière n'a été établie pour la détermination du pays d'origine de certains types de marchandises importées sur le territoire douanier de la République du Tadjikistan, ou aucune particularité de la détermination du pays d'origine des marchandises n'a été précisée pour un pays donné, la règle générale suivante s'applique: les marchandises sont considérées comme originaires d'un pays donné si les opérations de transformation ou de production des marchandises entraînent un changement de classification au niveau de l'un des quatre premiers chiffres du code de la Nomenclature des marchandises visées par les activités économiques extérieures.</p> <p>4. Les critères de la transformation suffisante qui suivent sont également utilisés pour déterminer le pays d'origine des marchandises conformément à la procédure établie par le gouvernement de la République du Tadjikistan:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) réalisation de certaines opérations de production ou opérations technologiques suffisantes pour que le pays dans lequel ces opérations ont eu lieu puisse être considéré comme le pays d'origine; et 2) variation de la valeur des marchandises de sorte que le pourcentage correspondant au coût des matières utilisées ou à la valeur ajoutée représente une part fixe du prix du produit fini (règle <i>ad valorem</i>).
	c) Indiquer la formule pour le calcul du pourcentage <i>ad valorem</i>	Néant
2) Règles d'origine par produit lorsque cela s'applique		
	a) Indiquer le lien permettant de consulter la liste complète des règles d'origine par produit	Il n'y a pas de liste de règles d'origine par produit.
	b) Indiquer la formule pour le calcul du pourcentage <i>ad valorem</i>, lorsqu'elle s'applique pour la règle par produit	Néant
3)	Définition des produits non originaires et des produits originaires, le cas échéant	<p>Article 29 du chapitre 6 du Code des douanes:</p> <p>Article 29</p> <p>Détermination du pays d'origine des marchandises</p> <p>1. Le pays d'origine des marchandises s'entend du pays où les marchandises ont été entièrement produites (article 30) ou ont subi une transformation suffisante (article 31) conformément aux critères établis par le présent code ou à la procédure prévue par celui-ci. Le pays d'origine des marchandises peut être compris comme un groupe de pays, une union douanière de pays, une région ou une partie d'un pays, si l'identification est nécessaire aux fins de la détermination du pays d'origine des marchandises.</p>
4)	Liste des ouvrages ou transformations insuffisantes, le cas échéant	<p>Article 31 du chapitre 6 du Code des douanes:</p> <p>Article 31</p> <p>Critères de la transformation suffisante des marchandises</p> <p>3. [...] Les opérations suivantes ne sont pas considérées comme répondant aux critères de la transformation suffisante des marchandises dans un pays donné:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) les opérations destinées à assurer la conservation des produits pendant le stockage ou transport; 2) les opérations nécessaires à la préparation des marchandises pour la vente et le transport (fractionnement d'un lot, groupage des colis, triage et reconditionnement); 3) les opérations d'assemblage simples et autres opérations dont l'exécution ne modifie pas sensiblement l'état des marchandises conformément à la liste établie par le gouvernement de la République du Tadjikistan; et 4) le mélange de produits provenant de plusieurs pays, pour

		autant que les caractéristiques du produit fini ne soient pas sensiblement différentes de celles des produits mélangés.
5)	Règles concernant l'application du cumul et procédures connexes	Le Code des douanes ne contient pas de disposition en matière de cumul.
6)	Tout autre renseignement jugé nécessaire par le Membre	Voir le chapitre 6 du Code des douanes.

III. PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE DOCUMENTS REQUIS

1) Certificat d'origine et autres preuves de l'origine		
	a) Obligation de présenter un certificat d'origine et/ou toute autre preuve de l'origine, le cas échéant	<p>Oui, l'article 35 du chapitre 6 du Code des douanes établit l'obligation de présenter un certificat d'origine.</p> <p style="text-align: center;">Article 35</p> <p style="text-align: center;">Certificat d'origine des marchandises</p> <p>1. Le "certificat d'origine des marchandises" s'entend du document établissant clairement le pays d'origine des marchandises, délivré par une organisation ou un organe autorisé par ce pays ou le pays d'exportation, dans ce dernier cas à condition que le certificat d'origine soit délivré sur la base des renseignements fournis par le pays d'origine des marchandises. Lorsque les renseignements sur le pays d'origine des marchandises figurant dans le certificat d'origine des marchandises sont fondés sur des critères de la transformation suffisante autres que ceux appliqués dans la République du Tadjikistan (articles 30 et 31), le pays d'origine des marchandises est déterminé conformément aux critères appliqués dans la République du Tadjikistan.</p> <p>[...]</p> <p>3. L'original du certificat d'origine des marchandises est accompagné de la déclaration en douane et des autres documents exigés aux fins du dédouanement des marchandises importées sur le territoire douanier de la République du Tadjikistan. En cas de perte du certificat, une copie officiellement certifiée de ce document est acceptée.</p> <p>4. Si le certificat d'origine n'est pas rempli correctement (s'il comporte des ratures, des taches ou des corrections non certifiées; si les signatures, cachets ou sceaux requis font défaut; si les renseignements figurant sur le certificat ne permettent pas d'établir leur relation avec les marchandises déclarées; si le pays d'origine des marchandises ou les critères de détermination du pays d'origine ne sont pas clairement indiqués sur le certificat, alors que ces critères doivent être mentionnés conformément aux actes juridiques internationaux ratifiés par la République du Tadjikistan ou à ses actes juridiques normatifs) ou si des éléments indiquant que le certificat peut contenir des renseignements non fiables ont été relevés, le service des douanes est habilité à demander aux organes ou aux organisations autorisés du pays qui a délivré le certificat d'origine des marchandises de fournir des documents supplémentaires ou des précisions.</p> <p>5. Le service des douanes est également habilité à demander à l'organe ou à l'organisation autorisé du pays qui a délivré le certificat d'origine des marchandises de présenter des documents supplémentaires ou des précisions en vue de procéder à une inspection sélective. Cette inspection sélective ne fait pas obstacle à la mainlevée des marchandises sur la base des renseignements sur le pays d'origine communiqués lors de leur dédouanement.</p>
	b) Autorité à désigner pour la délivrance du certificat d'origine	Organisation ou organe autorisé par le pays d'origine ou le pays d'exportation, dans ce dernier cas à condition que le certificat d'origine soit délivré sur la base de renseignements fournis par le pays d'origine des marchandises.
	c) Formulaire prescrit pour le certificat d'origine et/ou toute autre preuve de l'origine	Non. (Voir l'article 35 du chapitre 6 du Code des douanes, tel qu'il est reproduit ci-dessus au point III.1. a).)

	d) Toutes autres procédures appliquées pour le certificat d'origine et/ou toute autre preuve de l'origine, le cas échéant	Néant
2) Expédition directe		
	a) Règles applicables pour l'expédition directe, le cas échéant	Article 31.5 du chapitre 6 du Code des douanes: 5. Lors de l'établissement de la procédure d'application des critères de la transformation suffisante à certaines catégories de marchandises importées en provenance de pays auxquels la République du Tadjikistan accorde des préférences tarifaires, le gouvernement de la République du Tadjikistan est habilité à déterminer les modalités d'application des règles relatives à l'achat direct et à l'expédition directe en vue d'accorder des préférences tarifaires.
	b) Prescription concernant les documents prouvant l'expédition directe, y compris lorsque le transport nécessite un transit par un ou plusieurs pays intermédiaires, le cas échéant	Article 36 du chapitre 6 du Code des douanes: 1. Au moment de l'importation des marchandises sur le territoire douanier de la République du Tadjikistan, un document attestant le pays d'origine des marchandises est présenté si la République du Tadjikistan accorde des préférences tarifaires au pays d'origine des marchandises en question, en conformité avec les actes juridiques normatifs de la République du Tadjikistan ou les actes juridiques internationaux ratifiés par cette dernière. En pareil cas, le document attestant le pays d'origine des marchandises est présenté avec la déclaration en douane au service des douanes. De plus, l'octroi des préférences tarifaires peut être subordonné à la présentation d'un certificat d'origine des marchandises sous la forme prescrite par les actes juridiques normatifs de la République du Tadjikistan ou les actes juridiques internationaux ratifiés par cette dernière. Le service des douanes est habilité à exiger un document attestant le pays d'origine des marchandises dans d'autres cas, uniquement lorsqu'il a relevé des éléments indiquant que la déclaration concernant le pays d'origine des marchandises, qui a une incidence sur l'application des taux des droits de douane, des taxes et/ou des prohibitions et des restrictions établis en conformité avec les actes juridiques normatifs de la République du Tadjikistan, n'est pas fiable.

IV. VÉRIFICATION ET SANCTIONS

1)	Procédure de vérification des preuves de l'origine	<p>Les paragraphes 4 et 5 de l'article 35 du chapitre 6 du Code des douanes prévoient ce qui suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Si le certificat d'origine n'est pas rempli correctement (s'il comporte des ratures, des taches ou des corrections non certifiées; si les signatures, cachets ou sceaux requis font défaut; si les renseignements figurant sur le certificat ne permettent pas d'établir leur relation avec les marchandises déclarées; si le pays d'origine des marchandises ou les critères de détermination du pays d'origine ne sont pas clairement indiqués sur le certificat, alors que ces critères doivent être mentionnés conformément aux actes juridiques internationaux ratifiés par la République du Tadjikistan ou à ses actes juridiques normatifs) ou si des éléments indiquant que le certificat peut contenir des renseignements non fiables ont été relevés, le service des douanes est habilité à demander aux organes ou aux organisations autorisés du pays qui a délivré le certificat d'origine des marchandises de fournir des documents supplémentaires ou des précisions. - Le service des douanes est également habilité à demander aux organes ou organisations autorisés du pays qui a délivré le certificat d'origine des marchandises de présenter des documents supplémentaires ou des précisions en vue de procéder à une inspection sélective. Cette inspection sélective ne fait pas obstacle à la mainlevée des marchandises sur la base des
-----------	---	---

		renseignements sur le pays d'origine communiqués lors de leur dédouanement.
2)	Sanctions pour fraude et fausses déclarations	<p>Article 578 du Code des infractions administratives de la République du Tadjikistan:</p> <p>1. La non-déclaration ou une déclaration inexacte de marchandises ou d'un véhicule soumis à déclaration sous la forme prescrite (par écrit, oralement ou par voie électronique) donne lieu à une amende allant de la moitié au double de la valeur des marchandises et/ou du véhicule ayant fait l'objet de l'infraction administrative dans le cas de particuliers et de fonctionnaires, et d'une à trois fois cette valeur dans le cas de personnes morales, avec confiscation des marchandises ou du véhicule.</p> <p>2. La communication, dans la déclaration en douane ou dans un document d'une autre forme prescrite, par le déclarant ou le courtier en douane (représentant) de fausses informations concernant la désignation, la quantité, la valeur en douane, le pays d'origine des marchandises et/ou des véhicules ou d'autres informations nécessaires pour prendre une décision relative à la mainlevée (conditionnelle) des marchandises et/ou des véhicules, pour les assujettir à un régime douanier donné ou pour percevoir les droits de douane, donne lieu à une amende allant de la moitié au double de la valeur des marchandises et/ou du véhicule ayant fait l'objet de l'infraction administrative dans le cas de particuliers et de fonctionnaires, et d'une à trois fois cette valeur dans le cas de personnes morales, avec confiscation des marchandises ou du véhicule.</p> <p>3. La communication d'informations inexactes qui n'influent pas sur la décision du service des douanes de la République du Tadjikistan concernant le passage des marchandises et des véhicules à la frontière douanière de la République du Tadjikistan, leur assujettissement au régime douanier demandé, et le montant des droits de douane exigibles est passible d'une amende représentant de cinq à dix indicateurs de règlement.</p> <p>4. La non-déclaration ou une déclaration inexacte d'une ou de plusieurs devises à déclaration écrite obligatoire au passage de la frontière douanière de la République du Tadjikistan donne lieu à une amende représentant de 10 à 20 indicateurs de calcul dans le cas d'un particulier, de 20 à 30 indicateurs de calcul dans le cas d'un fonctionnaire et de 100 à 200 indicateurs dans le cas d'une personne morale.</p>
3)	Autorités et procédures de recours en cas de différend au sujet de la vérification	Il n'existe pas de procédure de recours spécifique pour les règles d'origine. Toutefois, toute personne a le droit de former un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes si elle estime que la décision ou l'acte (l'omission) porte atteinte à ses droits, libertés ou intérêts légitimes; fait obstacle à leur exécution; ou impose illégalement une responsabilité. Les procédures sont décrites intégralement au chapitre 7 du Code des douanes (annexe 2).
4)	Prescription concernant la conservation des documents liés à la délivrance du certificat d'origine	<p>Paragraphe 2 de l'article 35 du chapitre 6 du Code des douanes:</p> <p>[...] L'organe ou l'organisation qui délivre le certificat d'origine est tenu de conserver une copie de ce document et des autres documents à partir desquels l'origine des marchandises a été déterminée, pendant au moins quatre ans à compter de la date de la délivrance du document.</p>
5)	Tout autre renseignement pertinent	Néant

V. TEXTES DE RÉFÉRENCE

a)	Les textes législatifs, dans l'une des langues officielles de l'OMC, contenant les règles d'origine préférentielles applicables au titre d'un ACPr conclu dans le cadre de la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés (Annexe F de la Déclaration ministérielle de Hong Kong)	Voir le chapitre 6 (reproduit à l'annexe 2 de la présente notification) et le chapitre 7 du Code des douanes de la République du Tadjikistan (annexe 3 de la présente notification).
b)	Le texte complet des règlements administratifs concernant les modalités de délivrance, d'acceptation, de délivrance rétrospective et de remplacement des certificats d'origine ou de toutes déclarations équivalentes devant être faites, y compris toutes prescriptions concernant les vignettes à utiliser et les notifications des vignettes	
c)	Le texte complet des modalités concernant la preuve du mouvement de l'expédition des marchandises des pays bénéficiaires vers les pays accordant les préférences, y compris le transit par des pays tiers, et les règlements administratifs s'y rapportant	
d)	Les textes complets des modalités des procédures de vérification et des sanctions y afférentes	

ANNEXE 1

Traduction non officielle

Gouvernement de la République du Tadjikistan

RÉSOLUTION

8 août 2018, n° 399

concernant les droits d'importation imposés par la République du Tadjikistan

Conformément à l'article 341 du Code des douanes de la République du Tadjikistan et à l'article 57 de la Loi de la République du Tadjikistan sur les actes juridiques normatifs, le gouvernement de la République du Tadjikistan décide:

1. d'approuver les taux des droits d'importation conformément à l'annexe 1 de la présente résolution;
2. d'établir un régime de libre-échange et d'appliquer des droits d'importation nuls pour les marchandises originaires des États membres du traité sur la zone de libre-échange signé le 18 octobre 2011;
3. d'établir un régime de libre-échange et d'appliquer des droits d'importation nuls pour les marchandises originaires des pays avec lesquels un accord bilatéral de libre-échange a été signé, à l'exception des marchandises exclues du régime de libre-échange;
4. d'accorder des préférences et d'appliquer un taux correspondant à 50% des droits d'importation établis aux importations de marchandises en provenance des pays les moins avancés, conformément à l'annexe 2 de la présente résolution;
5. que le Ministère des affaires étrangères de la République du Tadjikistan informera le Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce et le Comité exécutif de la Communauté des États indépendants, conformément à la procédure établie, de l'adoption de la présente résolution;
6. que le texte ci-après sera réputé nul: Résolution de la République du Tadjikistan n° 450 du 25 octobre 2003 sur les droits de douane;
7. que la résolution entrera en vigueur au terme de sa publication officielle.

Le Président du gouvernement de la République du Tadjikistan

ANNEXE 2*Traduction non officielle***CHAPITRE 6****Pays d'origine des marchandises
Nomenclature des marchandises visées par les
activités économiques extérieures****Article 28**

Champ d'application du présent chapitre

1. Le pays d'origine des marchandises est déterminé conformément aux dispositions du présent chapitre dans tous les cas où l'application des mesures de réglementation tarifaire et douanière ainsi que des interdictions et restrictions établies conformément aux actes juridiques normatifs de la République du Tadjikistan dépend du pays d'origine des marchandises.

2. Les règles de détermination du pays d'origine des marchandises sont établies aux fins de l'application des préférences tarifaires ou des mesures non préférentielles dans le cadre de la politique commerciale.

Article 29

Détermination du pays d'origine des marchandises

1. Le pays d'origine des marchandises s'entend du pays où les marchandises ont été entièrement produites (article 30) ou ont subi une transformation suffisante (article 31) conformément aux critères établis par le présent code ou à la procédure prévue par celui-ci. Le pays d'origine des marchandises peut être compris comme un groupe de pays, une union douanière de pays, une région ou une partie d'un pays, si l'identification est nécessaire aux fins de la détermination du pays d'origine des marchandises.

2. À la demande d'un déclarant ou d'une autre personne, le service des douanes adopte une décision préliminaire sur la détermination du pays d'origine des marchandises conformément aux articles 41 à 44 du présent code.

Article 30

Marchandises entièrement produites dans un pays donné

Sont considérés comme entièrement produits dans un pays donné:

- 1) les produits minéraux extraits de son sous-sol, de ses eaux territoriales (mer) ou de son plateau continental;
- 2) les produits végétaux qui y sont récoltés ou cueillis;
- 3) les animaux qui y sont nés et élevés;
- 4) les produits provenant d'animaux qui y font l'objet d'un élevage;
- 5) les produits provenant de la chasse ou de la pêche qui y sont pratiquées;
- 6) les produits de la pêche maritime et autres produits tirés de la mer par ses navires;
- 7) les produits obtenus à bord de ses navires-usines, exclusivement à partir des produits visés à l'alinéa 6 du présent article;
- 8) les produits extraits du sol ou du sous-sol marin situé hors de ses eaux territoriales (mer), pour autant qu'il ait des droits d'exploitation exclusifs sur ce sol ou sous-sol;
- 9) les déchets et la ferraille (matières premières secondaires) provenant d'opérations manufacturières ou d'autres opérations de transformation qui y sont effectuées, et les articles usagés qui y sont collectés à seule fin d'être transformés en matières premières;
- 10) les produits de haute technologie obtenus dans l'espace, à bord d'un vaisseau spatial, si celui-ci a été enregistré dans le pays;
- 11) les marchandises qui y sont produites exclusivement à partir de produits visés aux alinéas 1) à 10) du présent article; et
- 12) l'électricité produite sur son territoire.

Article 31

Critères de la transformation suffisante des marchandises

1. Une marchandise produite par deux ou plusieurs pays est originaire du pays où ont eu lieu les opérations finales de transformation ou de production satisfaisant aux critères de la transformation suffisante, conformément aux dispositions du présent article.

2. Si, conformément au paragraphe 4 du présent article, aucune prescription particulière n'a été établie pour la détermination du pays d'origine de certains types de marchandises importées sur le territoire douanier de la République du Tadjikistan, ou aucune particularité de la détermination du pays d'origine des marchandises n'a été précisée pour un pays donné, la règle générale suivante s'applique: les marchandises sont considérées comme originaires d'un pays donné si les opérations de transformation ou de production des marchandises entraînent un changement de classification au niveau de l'un des quatre premiers chiffres du code de la Nomenclature des marchandises visées par les activités économiques extérieures.

3. Indépendamment des dispositions établies au paragraphe 2 du présent article, les opérations suivantes ne sont pas considérées comme répondant aux critères de la transformation suffisante des marchandises dans un pays donné:

- 1) les opérations destinées à assurer la conservation des produits pendant le stockage ou transport;
- 2) les opérations nécessaires à la préparation des marchandises pour la vente et le transport (fractionnement d'un lot, groupage des colis, triage et reconditionnement);
- 3) les opérations d'assemblage simples et autres opérations dont l'exécution ne modifie pas sensiblement l'état des marchandises conformément à la liste établie par le gouvernement de la République du Tadjikistan; et
- 4) le mélange de produits provenant de plusieurs pays, pour autant que les caractéristiques du produit fini ne soient pas sensiblement différentes de celles des produits mélangés.

4. Les critères de la transformation suffisante qui suivent sont également utilisés pour déterminer le pays d'origine des marchandises conformément à la procédure établie par le gouvernement de la République du Tadjikistan:

- 1) réalisation de certaines opérations de production ou opérations technologiques suffisantes pour que le pays dans lequel ces opérations ont eu lieu puisse être considéré comme le pays d'origine; et
- 2) variation de la valeur des marchandises de sorte que le pourcentage correspondant au coût des matières utilisées ou à la valeur ajoutée représente une part fixe du prix du produit fini (règle *ad valorem*).

5. Lors de l'établissement de la procédure d'application des critères de la transformation suffisante à certaines catégories de marchandises importées en provenance de pays auxquels la République du Tadjikistan accorde des préférences tarifaires, le gouvernement de la République du Tadjikistan est habilité à déterminer les modalités d'application des règles relatives à l'achat direct et à l'expédition directe en vue d'accorder des préférences tarifaires.

Article 32

Particularités de la détermination du pays d'origine des marchandises

1. Lors de la détermination de leur pays d'origine, les marchandises non montées ou démontées, ou faisant l'objet de plusieurs envois du fait que les conditions de production ou de transport ne permettent pas une expédition unique, et les marchandises dont l'expédition est fractionnée en plusieurs lots par erreur, sont considérées comme une seule et même marchandise si le déclarant le souhaite.

2. Les conditions d'application du paragraphe 1 du présent article sont les suivantes:

- 1) notification préalable aux autorités douanières d'une expédition de marchandises non montées ou démontées, expédiées en plusieurs lots, indiquant les motifs de cette livraison et fournissant une description de chaque lot – y compris les codes attribués aux

- marchandises conformément à la Nomenclature des marchandises visées par les activités économiques extérieures, et la valeur et le pays d'origine des marchandises – ou des documents confirmant que les marchandises ont été réparties par erreur entre plusieurs lots;
- 2) expédition de tous les lots de marchandises provenant du même pays par le même fournisseur;
 - 3) déclaration de tous les lots de marchandises au même service des douanes; et
 - 4) importation sur le territoire douanier de la République du Tadjikistan de toutes les expéditions de marchandises dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acceptation de la déclaration en douane par le service des douanes ou de la date d'expiration du délai fixé pour la présentation au service des douanes de la déclaration en douane associée au premier lot de marchandises. Sur demande justifiée du déclarant, le délai indiqué pour l'expédition des lots de marchandises restants est prolongé par les autorités douanières en fonction du temps nécessaire à l'importation de tous ces lots.
3. Les accessoires, appareils, pièces de rechange et trousseaux d'outils destinés à être utilisés avec des machines, des équipements, des dispositifs ou des véhicules sont réputés avoir la même origine que les machines, équipements, dispositifs ou véhicules, à condition d'avoir été importés et d'être utilisés avec les machines, équipements, dispositifs ou véhicules indiqués dans un ensemble complet et dans la quantité habituellement livrée.
4. L'emballage dans lequel les marchandises sont importées sur le territoire douanier de la République du Tadjikistan est réputé être originaire du même pays que les marchandises qu'il contient, sauf dans les cas où il doit être déclaré séparément. En pareil cas, le pays d'origine de l'emballage doit être déterminé séparément du pays d'origine des marchandises.

Article 33

Confirmation du pays d'origine des marchandises

1. Afin d'obtenir une attestation du pays d'origine des marchandises, les autorités douanières sont habilitées à exiger la présentation de documents confirmant que les marchandises sont originaires d'un pays donné dans les cas prévus à l'article 36 du présent code.
2. La déclaration d'origine des marchandises (article 34) ou, dans les cas prévus par le gouvernement de la République du Tadjikistan, le certificat d'origine des marchandises (article 35), confirme que les marchandises sont originaires d'un pays donné.

Article 34

Déclaration de l'origine des marchandises

1. Conformément au présent code, une déclaration de l'origine des marchandises établie sous une forme irrégulière peut servir d'attestation du pays d'origine des marchandises à condition qu'elle contienne des renseignements permettant de déterminer le pays d'origine. Un document commercial, ou tout autre document se rapportant aux marchandises, contenant une déclaration attestant le pays d'origine faite par le fabricant, le vendeur ou l'exportateur des marchandises exportées peut tenir lieu d'une telle attestation.
2. Lorsque les renseignements sur le pays d'origine des marchandises figurant dans le certificat d'origine des marchandises sont fondés sur des critères autres que ceux appliqués dans la République du Tadjikistan (articles 30 et 31), le pays d'origine des marchandises est déterminé conformément aux critères appliqués dans la République du Tadjikistan.

Article 35

Certificat d'origine des marchandises

1. Le "certificat d'origine des marchandises" s'entend du document établissant clairement le pays d'origine des marchandises, délivré par une organisation ou un organe autorisé par ce pays ou le pays d'exportation, dans ce dernier cas à condition que le certificat d'origine soit délivré sur la base des renseignements fournis par le pays d'origine des marchandises. Lorsque les renseignements sur le pays d'origine des marchandises figurant dans le certificat d'origine des marchandises sont fondés sur des critères de la transformation suffisante autres que ceux appliqués dans la République du

Tadjikistan (articles 30 et 31), le pays d'origine des marchandises est déterminé conformément aux critères appliqués dans la République du Tadjikistan.

2. Le certificat d'origine des marchandises exportées depuis le territoire douanier de la République du Tadjikistan est délivré par un organe ou une organisation autorisé par le gouvernement de la République du Tadjikistan, lorsqu'un tel certificat est exigé en vertu d'un contrat, conformément à la réglementation nationale du pays d'importation des marchandises, ou en vertu des actes juridiques internationaux ratifiés par la République du Tadjikistan. L'organe ou l'organisation qui délivre le certificat d'origine est tenu de conserver une copie de ce document et des autres documents à partir desquels l'origine des marchandises a été déterminée, pendant au moins quatre ans à compter de la date de la délivrance du document.

3. L'original du certificat d'origine des marchandises est accompagné de la déclaration en douane et des autres documents exigés aux fins du dédouanement des marchandises importées sur le territoire douanier de la République du Tadjikistan. En cas de perte du certificat, une copie officiellement certifiée de ce document est acceptée.

4. Si le certificat d'origine n'est pas rempli correctement (s'il comporte des ratures, des taches ou des corrections non certifiées; si les signatures, cachets ou sceaux requis font défaut; si les renseignements figurant sur le certificat ne permettent pas d'établir leur relation avec les marchandises déclarées; si le pays d'origine des marchandises ou les critères de détermination du pays d'origine ne sont pas clairement indiqués sur le certificat, alors que ces critères doivent être mentionnés conformément aux actes juridiques internationaux ratifiés par la République du Tadjikistan ou à ses actes juridiques normatifs) ou si des éléments indiquant que le certificat peut contenir des renseignements non fiables ont été relevés, le service des douanes est habilité à demander aux organes ou aux organisations autorisés du pays qui a délivré le certificat d'origine des marchandises de fournir des documents supplémentaires ou des précisions.

5. Le service des douanes est également habilité à demander à l'organe ou à l'organisation autorisé du pays qui a délivré le certificat d'origine des marchandises de présenter des documents supplémentaires ou des précisions en vue de procéder à une inspection sélective. Cette inspection sélective ne fait pas obstacle à la mainlevée des marchandises sur la base des renseignements sur le pays d'origine communiqués lors de leur dédouanement.

Article 36

Présentation de documents attestant le pays d'origine des marchandises

1. Au moment de l'importation des marchandises sur le territoire douanier de la République du Tadjikistan, un document attestant le pays d'origine des marchandises est présenté si la République du Tadjikistan accorde des préférences tarifaires au pays d'origine des marchandises en question, en conformité avec les actes juridiques normatifs de la République du Tadjikistan ou les actes juridiques internationaux ratifiés par cette dernière. En pareil cas, le document attestant le pays d'origine des marchandises est présenté avec la déclaration en douane au service des douanes. De plus, l'octroi des préférences tarifaires peut être subordonné à la présentation d'un certificat d'origine des marchandises sous la forme prescrite par les actes juridiques normatifs de la République du Tadjikistan ou les actes juridiques internationaux ratifiés par cette dernière. Le service des douanes est habilité à exiger un document attestant le pays d'origine des marchandises dans d'autres cas, uniquement lorsqu'il a relevé des éléments indiquant que la déclaration concernant le pays d'origine des marchandises, qui a une incidence sur l'application des taux des droits de douane, des taxes et/ou des prohibitions et des restrictions établis en conformité avec les actes juridiques normatifs de la République du Tadjikistan, n'est pas fiable.

2. Nonobstant les dispositions de la partie 1 du présent article, il n'est pas nécessaire de présenter un document attestant le pays d'origine des marchandises dans les cas suivants:

- 1) les marchandises importées sur le territoire douanier de la République du Tadjikistan sont déclarées comme étant placées sous le régime douanier du transit international ou le régime douanier d'importation temporaire en franchise totale de droits et de taxes, sauf lorsque le service des douanes a relevé des éléments indiquant que les marchandises sont originaires d'un pays dont les produits ne peuvent pas être importés vers la République du Tadjikistan ni

- transiter par son territoire, conformément aux actes juridiques internationaux ratifiés par la République du Tadjikistan ou à ses actes juridiques normatifs;
- 2) la valeur en douane totale des marchandises qui franchissent la frontière douanière, qui sont expédiées au même moment et de la même manière par le même expéditeur, qui sont livrées à la même adresse et au même destinataire, qui sont transportées dans le même véhicule et qui figurent sur la même facture et le même connaissement, représente moins de 400 fois le salaire mensuel minimum légal;
 - 3) les marchandises sont transportées au-delà de la frontière douanière par des personnes physiques conformément au chapitre 37 du présent code; et
 - 4) les autres cas prévus par les actes juridiques internationaux ratifiés par la République du Tadjikistan ou ses actes juridiques normatifs.

Article 37

Détermination du pays d'origine – conditions additionnelles pour la mainlevée des marchandises

1. En l'absence de documents attestant le pays d'origine des marchandises, ou lorsque des éléments indiquant que les documents présentés n'ont pas été dûment remplis et/ou contiennent des renseignements insuffisants ont été relevés, avant la présentation de documents qui attestent le pays d'origine des marchandises ou apportent des précisions:

- 1) les droits de douane sur les marchandises sont exigibles sur la base des taux appliqués aux marchandises originaires de pays avec lesquels les relations commerciales et politiques ne prévoient pas le traitement de la nation la plus favorisée, si le service des douanes a relevé des éléments indiquant que les marchandises sont originaires d'un tel pays, ou une garantie du paiement des droits de douane sur la base desdits taux est fournie;
- 2) la mainlevée des marchandises est subordonnée à la présentation par le déclarant de documents attestant le respect des restrictions établies, ou à la constitution d'une garantie du paiement des droits antidumping ou compensateurs, si le service des douanes a relevé des éléments indiquant que les marchandises sont originaires d'un pays en provenance duquel les importations sont restreintes conformément aux actes juridiques normatifs de la République du Tadjikistan ou aux actes juridiques internationaux normatifs qu'elle a ratifiés; et
- 3) la mainlevée des marchandises n'est pas autorisée uniquement si le service des douanes a relevé des éléments indiquant que les marchandises peuvent être originaires d'un pays dont les produits ne peuvent pas être importés vers la République du Tadjikistan conformément aux actes juridiques normatifs internationaux ratifiés par la République du Tadjikistan et/ou aux actes juridiques normatifs de cette dernière.

2. S'agissant des marchandises visées au paragraphe 1 de la partie 1 du présent article, le régime préférentiel ou le régime de la nation la plus favorisée est appliqué (rétabli) à condition que le pays d'origine de ces marchandises ait été confirmé avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de l'acceptation de la déclaration en douane par le service des douanes. En pareil cas, les trop-perçus de droits de douane et de taxes sont remboursés conformément à l'article 397 du présent code.

Article 38

Nomenclature des marchandises visées par les activités économiques extérieures

1. La Nomenclature des marchandises visées par les activités économiques extérieures est approuvée par le gouvernement de la République du Tadjikistan sur la base des systèmes de classification des marchandises admis dans la pratique internationale.

2. La Nomenclature des marchandises visées par les activités économiques extérieures est appliquée pour l'adoption de mesures de réglementation douanière et non tarifaire et de réglementation d'autres types d'activités économiques extérieures, ainsi que pour la tenue à jour des statistiques douanières du commerce extérieur de la République du Tadjikistan.

Article 39

Tenue à jour de la Nomenclature des marchandises visées
par les activités économiques extérieures

L'organe autorisé en matière douanière tient à jour la Nomenclature des marchandises visées par les activités économiques extérieures.

L'organe autorisé en matière douanière:

- 1) représente la République du Tadjikistan auprès des organisations internationales pour tout ce qui concerne l'élaboration, la modification, le développement, l'interprétation et l'application des principes internationaux de la Nomenclature des marchandises visées par les activités économiques extérieures;
- 2) assure le suivi des modifications et des ajouts aux principes internationaux de la Nomenclature des marchandises visées par les activités économiques extérieures, ainsi que le suivi des explications et interprétations internationalement admises de ces principes;
- 3) soumet des propositions au gouvernement de la République du Tadjikistan en vue de mettre la Nomenclature des marchandises visées par les activités économiques extérieures en conformité avec les principes internationaux;
- 4) veille à ce que les propositions soient formulées en coordination avec les autres organismes gouvernementaux intéressés eu égard au développement et à la modification de la Nomenclature des marchandises visées par les activités économiques extérieures, et à l'ajout d'éléments à cette classification;
- 5) rédige et met à jour un exemplaire de référence de la Nomenclature des marchandises visées par les activités économiques extérieures;
- 6) assure la publication de la Nomenclature des marchandises visées par les activités économiques extérieures, des explications et des lignes directrices relatives aux principes internationaux, et des décisions sur l'interprétation de ces principes;
- 7) élabore et approuve toutes les décisions contraignantes relatives à la classification de certaines catégories de marchandises, et en assure la publication; et
- 8) exécute les autres fonctions nécessaires à la tenue à jour de la Nomenclature des marchandises visées par les activités économiques extérieures.

Article 40

Classification des marchandises

1. Lors de leur déclaration au service des douanes (chapitre 14), toutes les marchandises font l'objet d'une classification.

1.e. Un ou plusieurs codes de classification sont établis pour les marchandises sur la base de la Nomenclature des marchandises visées par les activités économiques extérieures.

2. À la demande du déclarant, les autorités douanières prennent une décision préliminaire en ce qui concerne la classification des marchandises conformément aux articles 41 à 44 du présent chapitre.

3. Si une violation des règles de classification des marchandises est constatée lors de leur déclaration, les autorités douanières sont habilitées à procéder à une classification distincte des marchandises.

4. L'organe autorisé en matière douanière prend des décisions relatives à la classification de certaines catégories de marchandises et assure la publication de ces décisions.

5. Les décisions prises par les autorités douanières en ce qui concerne les codes de classification des marchandises sont contraignantes. Ces décisions peuvent faire l'objet d'un recours des déclarants conformément au chapitre 7 du présent code.

Article 41
Adoption d'une décision préliminaire

1. À la demande de la personne concernée, d'autres services des douanes désignés par l'organe autorisé en matière douanière prennent une décision préalable sur la classification de marchandises spécifiques selon la Nomenclature des marchandises visées par les activités économiques extérieures, ainsi que sur l'origine des marchandises provenant d'un pays donné (pays d'origine des marchandises).
2. La procédure à suivre pour la prise de la décision préliminaire sur ces questions ainsi que la forme de cette décision sont définies par l'organe autorisé en matière douanière.

Article 42
Demande de décision préliminaire

1. Le demandeur présente par écrit à l'autorité douanière compétente une demande de décision préliminaire. La demande contient tous les renseignements nécessaires à la prise de la décision préliminaire et est complétée par des échantillons et des spécimens de marchandises, une description et des photographies des marchandises, des dessins, des croquis, des documents commerciaux et techniques, et d'autres documents. La demande de décision préliminaire est examinée dans le délai fixé par la Loi de la République du Tadjikistan concernant les demandes des citoyens.
2. Si les renseignements fournis par le demandeur ne sont pas suffisants pour la prise de la décision préliminaire, les autorités douanières, dans les 30 jours suivant la réception de la demande de décision préliminaire, informent le demandeur de la nécessité de fournir des renseignements complémentaires et fixent un délai à cette fin. Si les renseignements demandés n'ont pas été fournis dans le délai fixé, la demande de décision préliminaire est rejetée. En pareil cas, le demandeur peut présenter une nouvelle demande de décision préliminaire aux autorités douanières, à condition d'avoir corrigé les déficiences à l'origine du refus de la demande initiale.

Article 43
Valeur juridique et validité de la décision préliminaire

La décision préliminaire est contraignante pour tous les services des douanes et est en vigueur pendant trois ans à compter de la date à laquelle elle a été prise, à condition de ne pas avoir été modifiée, révoquée ou annulée conformément à l'article 44 du présent code.

Article 44
Annulation, modification ou suspension d'une décision préliminaire

1. Les autorités douanières ne peuvent décider d'annuler, de modifier ou de révoquer une décision préliminaire prise par elles ou par un service des douanes subordonné (ne peuvent prendre une décision d'annulation, de modification ou de révocation d'une décision préliminaire adoptée par elles ou par une de leurs subdivisions) que dans les cas prévus au présent article. La décision d'annulation, de modification ou de révocation d'une décision préliminaire est communiquée par écrit à la personne qui a présenté la demande de décision préliminaire, au plus tard le lendemain de la date de la décision d'annulation, de modification ou de révocation.
2. Une décision préliminaire est annulée si elle est fondée sur des documents falsifiés présentés par le demandeur. L'annulation d'une décision préliminaire prend effet à compter de la date de la décision préliminaire.
3. Une décision préliminaire sur la classification des marchandises est modifiée lorsque l'organe autorisé en matière douanière prend une décision sur la classification de marchandises spécifiques, qui est contraignante pour tous les services des douanes, ainsi que lorsque des erreurs commises lors de la prise d'une décision préliminaire sont décelées. La modification d'une décision préliminaire prend effet dans le délai prévu par la décision portant modification de cette décision préliminaire, mais au plus tôt trois mois après la date de la décision portant modification de la décision préliminaire.

4. Une décision préliminaire prise par les autorités douanières peut être révoquée dans les cas suivants:

- 1) modification de la Nomenclature des marchandises visées par les activités économiques extérieures, ou adoption par l'Organisation mondiale des douanes des décisions de classification, dont l'application est obligatoire en République du Tadjikistan; et
- 2) d'autres prescriptions et conditions pour la détermination du pays d'origine des marchandises ont été établies en vertu d'actes juridiques internationaux ratifiés par la République du Tadjikistan ou d'actes juridiques normatifs de cette dernière qui concernent la détermination du pays d'origine des marchandises.

La décision relative à la révocation d'une décision préliminaire est prise au plus tard trois jours après la publication des actes législatifs susmentionnés et prend effet à la date d'entrée en vigueur de ces actes.

5. Une décision relative à la modification ou à l'annulation d'une décision préliminaire concernant le pays d'origine peut être réexaminée par un tribunal.

ANNEXE 3

Traduction non officielle

CHAPITRE 7

Contestation des décisions, des actes (des omissions) des services ou des fonctionnaires des douanes

Article 45 Recours

1. Toute personne a le droit de former un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes si elle estime que cette décision ou cet acte (omission) porte atteinte à ses droits, libertés ou intérêts légitimes; fait obstacle à leur exécution; ou impose une responsabilité de manière illégale.

Article 46 Procédure de recours

1. Les décisions et actes (omissions) des services ou des fonctionnaires des douanes peuvent faire l'objet d'un recours devant les autorités douanières, le bureau du procureur et/ou un tribunal.

L'introduction d'un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes devant les autorités douanières n'exclut pas la possibilité d'introduire, simultanément ou ultérieurement, un recours similaire devant le bureau du procureur ou un tribunal. Le recours formé contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes devant les autorités douanières et le bureau du procureur ou un tribunal est examiné par ces mêmes autorités.

2. Les procédures d'introduction, d'examen et d'exécution d'un recours devant le bureau du procureur ou un tribunal sont établies par la législation de la République du Tadjikistan.

3. Les procédures d'introduction, d'examen et d'exécution d'un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes qui est notifié aux autorités douanières sont établies par le présent chapitre et s'appliquent aux recours formés contre les décisions et les actes (les omissions) de services ou de fonctionnaires des douanes, sauf si le recours est formé contre une résolution prise par un service (un fonctionnaire) des douanes dans une affaire d'infraction administrative.

Article 47 Procédure d'introduction d'un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes

1. Un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service des douanes est formé devant une autorité douanière supérieure.

Un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un fonctionnaire des douanes est formé devant le service des douanes auquel ce fonctionnaire est affecté (affecté à titre de remplaçant), et un recours contre une décision ou un acte (une omission) du directeur d'un service des douanes est formé devant une autorité douanière supérieure.

Un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes peut être formé directement devant une autorité douanière supérieure ou par l'entremise du service des douanes ou du directeur du service des douanes dont la décision ou l'acte (l'omission) fait l'objet d'un recours.

2. Le service des douanes ou le directeur du service des douanes dont la décision ou l'acte (l'omission) fait l'objet d'un recours présente le recours, accompagné des documents et éléments

confirmatifs, à une autorité douanière supérieure dans un délai de cinq jours à compter de leur réception.

Le recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes qui a été présenté à un service des douanes non habilité à l'examiner est présenté aux autorités douanières, qui sont tenus de l'examiner dans un délai de cinq jours en conformité avec le présent article, et le demandeur en est informé par écrit.

3. Un recours contre une décision ou un acte (une omission) de l'organe autorisé en matière douanière est présenté à cet organe.

Article 48

Délai pour former un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes

Un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes peut être formé dans un délai d'un mois, et un recours contre une décision d'imposer une sanction administrative peut être formé dans un délai de dix jours:

- 1) à compter de la date à laquelle la personne a constaté ou aurait dû constater qu'il avait été porté atteinte à ses droits, libertés ou intérêts légitimes, ou que des obstacles à leur exercice avaient été érigés, ou que toute responsabilité non prévue par la loi lui avait été imposée;
- 2) à compter de la date d'expiration du délai imparti à un service ou à un fonctionnaire des douanes pour prendre une décision ou une mesure prescrite par le présent code.

Article 49

Prorogation du délai pour former un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes

1. Le délai fixé pour former un recours qui n'a pas été respecté pour des motifs légitimes peut être prorogé par l'autorité douanière habilitée à examiner le recours, à la demande de l'auteur du recours.
2. La prorogation du délai expiré pour former un recours est accordée par l'acceptation *de facto* du recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes pour examen.

Article 50

Forme et teneur du recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes

1. Le recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes est présenté par écrit et est signé par son auteur.
2. L'auteur du recours n'est pas tenu de joindre les documents prouvant les circonstances indiquées dans le recours. Si la présentation de ces documents est très importante pour l'examen du recours et si ces documents ne sont pas mis à la disposition du service des douanes ou du membre de son personnel dont la décision ou l'acte (l'omission) fait l'objet du recours, l'autorité douanière qui examine le recours est habilitée à demander à l'auteur du recours de fournir ces documents. En pareil cas, le délai d'examen du recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes est suspendu jusqu'à ce que l'auteur du recours présente les documents demandés par l'autorité douanière, mais la durée de la suspension ne peut pas dépasser trois mois. Si l'auteur du recours ne fournit pas les documents demandés par l'autorité douanière, une décision sur le recours est rendue indépendamment des arguments, qui ne sont pas étayés par des pièces justificatives.

Article 51

Conséquences du recours contre une décision ou un acte (une omission)
d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes

1. L'introduction d'un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes ne suspend pas l'exécution de la décision ou de l'acte (l'omission) faisant l'objet du recours.
2. Lorsqu'il existe des motifs suffisants de penser que la décision ou l'acte faisant l'objet du recours n'est pas conforme à la législation de la République du Tadjikistan, et lorsque la non-suspension de l'exécution de la décision ou de l'acte peut être irréversible, l'autorité douanière qui examine le recours est habilitée à suspendre, totalement ou partiellement, l'exécution de la décision ou de l'acte faisant l'objet du recours jusqu'à ce que le recours ait été tranché sur le fond.

Article 52

Principaux motifs de refus d'examen d'un recours contre une décision ou un
acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes

1. Une autorité douanière refuse d'examiner sur le fonds un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes si le délai prescrit pour former un recours n'a pas été respecté, si la personne n'a pas demandé de proroger ce délai une fois expiré, ou si la demande de rétablissement du délai expiré a été rejetée.
2. La décision de refuser d'examiner sur le fonds un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes est prise dans un délai maximal de trois jours à compter de la date de réception du recours.
3. La décision d'une autorité douanière de refuser d'examiner sur le fonds un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes peut être contestée devant une autorité douanière supérieure ou un tribunal.

Article 53

Retrait d'un recours contre une décision ou un acte (une omission)
d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes

1. Un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes peut être retiré par son auteur à tout stade de la procédure et à tout moment avant que le recours n'ait été tranché.
2. Un recours portant sur une question donnée peut être formé de nouveau dans le délai prescrit par l'article 48 du présent code.

Article 54

Autorités douanières habilitées à examiner les recours contre une décision ou
un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes

1. Un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service des douanes est examiné par une autorité douanière supérieure.
2. Un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un fonctionnaire des douanes est examiné par le service des douanes qui l'emploie, et un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service des douanes est examiné par l'autorité douanière supérieure dont il relève.
3. Au nom du service des douanes, le directeur du service des douanes ou le fonctionnaire qu'il a désigné tranche le recours contre une décision ou un acte (une omission) du service ou d'un fonctionnaire des douanes. Dans le cadre de cette procédure, le recours contre une décision ou un acte (une omission) du service ou d'un fonctionnaire des douanes ne peut pas être examiné par le

fonctionnaire des douanes qui a pris la décision ou commis l'acte (a omis de commettre un acte) faisant l'objet du recours, ou par son subalterne.

Article 55

Délai imparti pour l'examen du recours contre une décision ou un acte (une omission) du service ou d'un fonctionnaire des douanes

Les autorités douanières examinent un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes dans un délai n'excédant pas un mois à compter de la date à laquelle elles ont reçu le recours. Elles sont habilitées à examiner le recours dans un délai n'excédant pas 15 jours lorsqu'aucun examen supplémentaire n'est nécessaire.

Lorsque l'autorité douanière qui examine un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes juge nécessaire de prolonger le délai imparti pour l'examen du recours, le directeur de l'autorité peut le prolonger d'un mois au maximum. En pareil cas, l'auteur du recours est informé par écrit de la décision et des motifs de la prolongation. Le délai total pour l'examen d'un recours ne peut dépasser deux mois.

Article 56

Décision des autorités douanières concernant un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes

1. Lorsque la décision ou l'acte (l'omission) d'un service des douanes ou d'un membre de son personnel qui a fait l'objet d'un recours a été reconnu illégal sur décision d'une autorité douanière, le service en cause exécute la décision rendue à l'issue du recours dans un délai de cinq jours à compter de la date à laquelle il a reçu cette décision, sauf si celle-ci prévoit un autre délai pour son exécution.

Les pertes subies par l'auteur du recours du fait que la décision n'a pas été exécutée dans le délai imparti peuvent être compensées en conformité avec l'article 472 du présent code.

2. Le fonctionnaire des douanes chargé d'examiner, au nom de l'autorité douanière, un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes, ayant constaté que le fonctionnaire n'a pas exercé ses fonctions officielles ou ne les a pas exercées comme il se devait, prend des mesures afin de le soumettre à des mesures disciplinaires en conformité avec les procédures établies.

3. Dans le délai prévu à l'article 55 du présent code, une copie de la décision rendue à l'issue de l'examen du recours formé contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes est transmise à l'auteur du recours. La décision doit comprendre les raisons et le fondement de son adoption, ainsi que des renseignements sur le droit de l'auteur du recours de contester cette décision selon les modalités prévues par la législation de la République du Tadjikistan.

4. La décision rendue par une autorité douanière dans le cadre d'un recours formé contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes peut être contestée devant une autorité douanière supérieure ou un tribunal.

Article 57

Procédure simplifiée de recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes

1. Une décision ou un acte (une omission) d'un bureau des douanes ou d'un poste douanier peut faire l'objet d'un recours suivant la procédure simplifiée lorsque la valeur des marchandises devant franchir la frontière douanière n'excède pas 400 fois le salaire mensuel minimum.

2. La procédure simplifiée de recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un fonctionnaire des douanes s'entend de la présentation d'un plaidoyer par une personne devant un fonctionnaire supérieur d'un bureau des douanes ou d'un poste douanier. Lorsque le recours est

formé contre une décision ou un acte (une omission) du directeur d'un poste douanier, le plaidoyer est présenté devant le directeur d'un bureau des douanes de la même zone que le poste douanier.

3. Un recours formé contre une décision ou un acte (une omission) d'un fonctionnaire des douanes suivant la procédure simplifiée est examiné et tranché sans délai.

4. Lorsqu'un recours est formé contre une décision ou un acte (une omission) d'un fonctionnaire des douanes suivant la procédure simplifiée, à la demande de l'auteur du recours, le fonctionnaire de l'autorité douanière qui examine le recours établit une déclaration d'examen du recours suivant la procédure simplifiée, qui contient des renseignements sur le fonctionnaire chargé d'examiner le recours et l'auteur du recours ainsi qu'un résumé succinct du recours et de la décision rendue au terme de cette procédure. Si la demande d'examen du recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un fonctionnaire des douanes suivant la procédure simplifiée est refusée, les motifs du refus sont indiqués dans la déclaration. L'organe autorisé en matière douanière détermine la forme de la déclaration d'examen du recours suivant la procédure simplifiée, qui est signée par le fonctionnaire de l'autorité douanière chargé d'examiner le recours et par l'auteur du recours. Une copie de ce document est transmise à l'auteur du recours.

5. Le fait d'examiner un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un fonctionnaire des douanes suivant la procédure simplifiée et de rendre une décision à cet égard ne constitue pas un obstacle à l'introduction d'un recours contre une décision ou un acte (une omission) d'un service ou d'un fonctionnaire des douanes en conformité avec les règles générales.
